

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Direction des Déplacements
Hôtel du Département
Boulevard de France
91012 EVRY

**RD 25 E / RD 118
COMMUNE D'ATHIS-MONS
CONTOURNEMENT SUD D'ORLY
BARREAU D'ATHIS MONS - PHASE 2
REALISATION D'UN BOULEVARD URBAIN

LOT 3 : AMENAGEMENTS PAYSAGERS**

Date et heure limites de réception des offres

Le 9 Mai 2014 à 16 Heures 30

**LES SERVICES DEPARTEMENTAUX SERONT FERMES LE
VENDREDI 2 MAI 2014**

Règlement de la Consultation

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - FORME DE LA CONSULTATION	3
1.4 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.5 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.6 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
1.7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES ET PSE	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 - PIECES A FOURNIR AU TITRE DE LA CANDIDATURE	5
4.2 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU TITRE DE L'OFFRE	6
4.3 - DOCUMENTS A PRODUIRE A LA NOTIFICATION	6
ARTICLE 5 : JUGEMENT DES OFFRES	7
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	8
6.1 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE	8
6.2 - TRANSMISSION SUR SUPPORT PAPIER	9
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La construction du boulevard urbain à vocation multimodale (voirie routière, site propre transports en commun et circulation douce) entre la RD 118 et la RD 25E à Athis Mons en limite sud du domaine de l'aéroport d'Orly s'est achevée fin 2013.

L'opération porte sur les aménagements paysagers du barreau d'Athis-Mons - Phase 2 - Lot 3.

Lieu d'exécution : ATHIS-MONS

1.2 - Etendue de la consultation

Le marché est passé selon la procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics.

1.3 - Forme de la consultation

Il s'agit d'une consultation donnant lieu à un marché unique à prix forfaitaires et unitaires, en application des prix indiqués dans le Bordereau de prix unitaires (BPU). Le montant total du Détail quantitatif estimatif (DQE) est repris dans l'Acte d'engagement (AE).

1.4 - Décomposition de la consultation

Les lots 1 (Terrassements, Assainissement et chaussée) et 2 (Signalisation, équipements, équipements électriques et signalisation lumineuse tricolore) ont été attribués le 30 mars 2011.

Le présent marché concerne le lot 3 relatif aux aménagements paysagers.

1.5 - Conditions de participation des concurrents

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupement.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Un même mandataire ne pourra représenter plus d'un groupement.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

1.6 - Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : 45112700 (Travaux d'aménagements paysagers).

1.7 - Conditions particulières d'exécution

Le marché est soumis aux dispositions de l'article 14 du code des marchés publics.

En application de cet article, il est demandé à l'entreprise retenue quelle qu'elle soit, d'exécuter pour ce marché une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette obligation est mentionnée à l'article 2.8 du CCAP.

Attention : les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre, des réserves sur cette clause. Une offre qui ne satisfait pas à cette condition sera déclarée irrégulière, au motif du non respect du cahier des charges.

Les candidats désireux d'obtenir des informations relatives à cette clause peuvent poser leurs questions par écrit auprès des coordonnateurs clauses sociales (cf. art 2.8.4 du CCAP) ou directement via le site de dématérialisation à l'adresse indiquée à l'article 7-1 du présent règlement.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés à l'article 3 de l'acte d'engagement.

2.2 - Variantes et PSE

Les variantes ne sont pas autorisées.
Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global fixé à l'article 98 du Code des Marchés Publics à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de dépassement de ce délai, le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le marché est financé sur les fonds propres de la collectivité.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement (A.E.),
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- le Bordereau de Prix (B.P.U.),
- le détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.),
- le cadre du mémoire technique,
- Dossier DT

Dossier de plans

- Vue en plan
- Carnet des modules de plantations+
- Plan de situation
- Plans des réseaux existants
- Plan de division parcellaire et en volumes
- Equipement d'exploitation et de sécurité – vue en plan – lot 2
- Mesures de perméabilité in situ

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Il est demandé aux candidats de ne pas perforer les offres, ni les relier, mais les insérer dans des chemises.

4.1 - Pièces à fournir au titre de la candidature

A) Les déclarations, certificats et attestations suivants prévus aux articles 44 et 45 du Code des marchés publics :

- Une déclaration d'intention de soumissionner : **formulaire DC1 obligatoirement dûment daté et signé.**
- La déclaration du candidat : **DC2 obligatoirement**
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

B) Les références et/ou qualifications de son entreprise et en particulier :

Chaque candidat devra fournir les qualifications des identifications professionnelles QUALIPAYSAGE, (ou équivalent) datant de moins d'un an, ou tout document permettant d'attester de sa capacité à exécuter les prestations ou des références de prestations similaires datant de moins de cinq ans :

- P 120 (création de jardin et espaces verts),
- E 131 (travaux d'entretien des espaces verts),
- H 121 (travaux sur chaussée)

Chacune des références ou qualifications précitées pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir celles délivrées par les organismes de leur état d'origine.

C) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, le candidat produira les mêmes documents concernant le (s) sous-traitant(s) que ceux exigés ci-dessus. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, **le candidat joint à son offre l'acte de sous-traitance (DC4).**

En cas de cotraitance, chaque cotraitant devra transmettre les mêmes documents que ceux mentionnés ci-dessus, à l'exception du DC1.

NOTA : En cas de dossier incomplet, le Département pourra demander aux candidats de fournir les pièces manquantes dans un délai de 2 jours maximum. Toute absence de réponse du candidat concerné pour compléter son dossier ou de dossier ne présentant pas les garanties administratives, techniques et financières entraînera le rejet de la candidature conformément à l'article 52 du code des marchés publics.

4.2 - Documents à produire au titre de l'offre

Une trame du mémoire technique est jointe au présent règlement de consultation. Elle a pour but d'aider les entreprises à valoriser leur offre en toute sécurité.

Cette trame a également pour objectif de guider le pouvoir adjudicateur notamment lors de l'examen des offres.

- L'acte d'Engagement (AE) et annexes éventuelles (DC4) **dûment complétés datés et signés**.
- Le bordereau des prix,
- Le détail quantitatif estimatif,
- Un mémoire exposant les moyens et méthodologies que le candidat propose d'adopter pour l'exécution des prestations et notamment :
 - * la tracabilité des matériaux évacués du chantier,
 - * la valorisation des matériaux du chantier,
 - * les moyens matériels et humains mobilisés pour l'exécution du chantier,
 - * la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants (végétaux, accessoires de plantation, terre végétale, mulch, mobilier urbain etc),
 - * la méthodologie proposée pour réaliser tous les travaux du DQE en considérant les contraintes spécifiques de ce chantier,
 - * les mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier,
 - * le planning détaillé et phasé des travaux,
 - * les sous détails de prix : 2.1.3, 2.4.2, 2.4.3, 2.4.6, 2.6.2, 2.7.1

NOTA : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue à l'article 4.2 du cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'article 5 de l'acte d'engagement.

4.3 - Documents à produire à la notification

Au titre de l'article 46 du Code des marchés publics, le candidat retenu est informé que le marché ne pourra lui être notifié que sous réserve qu'il produise, dans le délai de 5 jours à compter de la réception du courrier du pouvoir adjudicateur l'informant de l'attribution du marché les documents suivants :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (articles D. 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale)

Il est précisé que cette attestation devra être renouvelée tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.

Dans l'hypothèse où le candidat ne pourrait pas fournir ces documents dans le délai précité, conformément aux dispositions de l'article 46 du Code des marchés publics son offre serait alors rejetée. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le candidat établi dans un autre Etat que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Article 5 : Jugement des offres

Tout document non fourni rendra l'offre irrégulière.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée sur la base des critères suivants :

CRITERES	COEF	ATTRIBUTION DES POINTS
① CRITERE ENVIRONNEMENTAL (1 point maxi)		
Evaluation du SOSED : traçabilité des matériaux évacués du chantier	0,5	Indications satisfaisantes et adaptées au chantier => 1 pt
Valorisation des déchets sur le chantier		Indications d'ordre général ou présentant des lacunes mineures => 0,5 pt Indications insuffisantes, incohérentes et/ou inexploitablees => 0 pt
② CRITERE TECHNIQUE (10 point maxi)		
Moyens humains et matériels mobilisés pour l'exécution des travaux	2	Moyens détaillés, complets et adaptés au chantier => 1 pt Moyens décrits de manière générale ou présentant des lacunes mineures => 0,5 pt Pas d'engagement formel et/ou descriptif incohérent => 0 pt
Qualité des principales fournitures et références des fournisseurs (terre végétale, compost, végétaux, accessoires de plantation, mulch)	1	Indications satisfaisantes et adaptées au chantier => 1 pt Indications d'ordre général ou présentant des lacunes mineures => 0,5 pt
Procédés d'exécution notamment sur les solutions de mise en œuvre pour répondre aux contraintes spécifiques de ce chantier	3	Indications insuffisantes, incohérentes et/ou inexploitablees => 0 pt
Mesures prises pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le chantier et ses abords	1	Indications spécifiques et adaptées au chantier => 1 pt Indications restreintes aux obligations légales => 0 pt Indications insuffisantes, incohérentes et/ou inexploitablees => offre irrégulière
Planning détaillé et phasé des travaux	2	Planning est détaillé et adapté au chantier => 1 p Planning généraliste ou non détaillé => 0,5 pt Planning est incohérent et/ou inexploitable => 0 pt
Sous détails des prix	1	L'ensemble des sous détails est fourni et cohérent => 1 pt Au moins un des Sous détails de prix est manquant, incohérent et/ou incomplet => 0 pt
③ CRITERE PRIX (9 point maxi)		
Prix	CP= 1+[(offre la moins disante / offre analysée) ^ 2 x 8]	

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix qu'il estimera nécessaire.

La note finale sera l'addition des points obtenus aux différents critères.

Conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, la présente consultation pourra faire l'objet d'une négociation.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les candidats doivent choisir un mode de transmission unique pour leur candidature et leur offre.

6.1 - Transmission électronique

Conformément aux dispositions de l'article 48 et de l'article 56 du Code des marchés publics et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer gratuitement une offre par voie électronique via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante :

<https://www.marches.essonne.fr>

hotline : 0820 207 743

L'inscription est gratuite. Elle n'est pas obligatoire pour télécharger le DCE. Néanmoins, elle vous permet d'être automatiquement averti (par courriel) des éventuels compléments ou modifications apportées aux documents que vous allez télécharger. En outre, elle vous permet également de poser des questions sur le cahier des charges dans les conditions fixées à l'article 8 du présent règlement.

Si vous ne souhaitez pas vous inscrire pour le téléchargement des pièces du DCE, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Le Conseil général de l'Essonne s'engage à assurer la confidentialité et l'intégrité des documents mis en ligne ainsi que la sécurité des transactions sur un réseau informatique accessible à tous les candidats de façon non discriminatoire.

L'ensemble des éléments et étapes nécessaires à l'inscription et la transmission électronique sont expliqués à la rubrique « Aide », accessible depuis la page d'accueil.

L'offre électronique sera présentée sous la forme d'un fichier comportant les éléments relatifs à la candidature et les éléments relatifs à l'offre. Pour les marchés formalisés, le fichier doit être signé électroniquement.

"CONTENU DE LA REPONSE"

Chaque candidat doit produire un dossier de réponse comprenant les pièces précisées aux articles 5.1 et 5.2 du présent règlement de consultation.

Le DC1 et l'acte d'engagement, seules pièces de « l'offre » dont la signature individuelle est requise doivent être signés de façon individuelle, y compris sous forme électronique. En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

A cette fin, le soumissionnaire suit précisément les instructions mentionnées dans le présent règlement de la consultation, faute de quoi sa réponse peut être rejetée.

"PRECISIONS SUR LA SIGNATURE ELECTRONIQUE DES PIECES"

	Certificat reconnu (cas C1)	Certificat non référencé (cas C2)
Outil de signature de la plate-forme (cas OS1)	Aucun justificatif à fournir	Justificatifs "Autorité de certification" à fournir
Outil de signature de soumissionnaire (cas OS2)	Justificatifs "Outil de signature" à fournir	Justificatifs "Autorité de certification" à fournir Justificatifs "Outil de signature" à fournir

Dossier ZIP et signature scannée

Rappels généraux :

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique

6.2 - Transmission sur support papier

Les offres seront transmises sous pli cacheté contenant les éléments précisés aux articles 5.1 et 5.2 du présent règlement de la consultation.

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

**Conseil Général de l'Essonne
DFCP/Service des Commissions et Jurys - Porte W 301
Hôtel du département
Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX**

Offre pour :

**RD 25 E / RD 118 - Commune d'Athis-Mons -Contournement Sud d'Orly -Barreau
d'Athis-Mons - Phase 2 - Réalisation d'un boulevard urbain – Lot 3 : Aménagements
paysagers**

NE PAS OUVRIR

Les offres devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postal ou remises contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Elles devront parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Les dossiers qui seraient remis (**dépôt des offres du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30**) ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande via la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante :

<https://www.marches.essonne.fr>

Une réponse sera publiée à cette même adresse à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Afin de maintenir une stricte égalité entre les candidats, toutes les demandes de renseignements et les réponses correspondantes se feront impérativement par écrit sur cette plateforme.